

 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p><b>Direction des Politiques Economique et Internationale</b></p> <p>Service de la Production et des Marchés</p> <p>Sous-direction de l'Elevage et des Produits Animaux</p> <p>Bureau des bovins et des ovins</p> <p>Adresse : 3 rue Barbet de Jouy 75349 PARIS 07 SP</p> <p><b>Suivi par :</b> Jean-François RAVISE <b>Tél :01.49.55.46.46</b> <b>Fax :01.49.55.80.26</b> <b>Réf. interne :</b> <b>Réf. Classement</b></p>	<p><b>Direction des Affaires Financières:</b></p> <p>Sous-direction du Financement de l'Agriculture</p> <p>Bureau du Crédit</p> <p>Adresse : 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP</p> <p><b>Suivi par :</b> Béatrice CAILLON <b>Tél :01.49.55.42.83</b> <b>Fax :01.49.55.83.65</b> <b>Réf. interne :</b> <b>Réf. Classement</b></p>	<p><b>Direction des Exploitations, de la Politique Sociale et de l'Emploi:</b></p> <p>Sous-direction des exploitations agricoles</p> <p>Bureau de l'installation et de la transmission des exploitations</p> <p>Adresse : 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP</p> <p><b>Suivi par :</b> Annette MACKIE <b>Tél :01.49.55.57.12</b> <b>Fax :04.49.55.48.24</b> <b>Réf. interne :</b> <b>Réf. Classement</b></p>
---	---	---	--

**CIRCULAIRE**  
**DPEI/SPM/SDEPA/C2002-4001**  
**DAF/SDFA/C2002-1501**  
**DEPSE/SDEA/C2002-7001**  
**Date : 15 JANVIER 2002**

Date de mise en application : immédiate  
Date limite de réponse :10 MARS 2002

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

à

☞ Nombre d'annexes :

2

Mesdames et Messieurs les Préfets

**Objet :** Plan de soutien complémentaire aux éleveurs de bovins

**Résumé :** La présente circulaire définit le contenu du plan d'aide complémentaire aux éleveurs de bovins, en précisant les modalités et les conditions d'attribution des soutiens destinés aux éleveurs les plus fragilisés par la persistance de la crise bovine.

**Mots-clés :** Viande bovine, Fac budgétaire, Prérétraite, Réinsertion professionnelle.

Plan de Diffusion	
<p>Pour exécution :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- DPEI</li> <li>- DAF</li> <li>- DEPSE</li> <li>- Mmes et MM les préfets de département</li> <li>- Mmes et MM les DDAF</li> <li>- Monsieur le Directeur de l'OFIVAL</li> <li>- Monsieur le Directeur général du CNASEA</li> </ul>	<p>Pour information :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- DGA, DGAI, DERF</li> <li>- Mmes et MM les Inspecteurs Généraux de l'Agriculture</li> <li>- Monsieur le Président du COPERCI</li> <li>- Conseil Général du GREF</li> <li>- Conseil Général d'Agronomie</li> <li>- Mme et MM les préfets de Région</li> <li>- Mme et MM les DRAF</li> <li>- Mme la Directrice de l'ONILAIT</li> </ul>

## SOMMAIRE

Introduction générale : objectifs du plan et articulation des mesures	p.2
<b>A. Aide directe forfaitaire</b>	p.5
A1. Procédure d'examen des demandes	p.5
A2. Bénéficiaires	p.5
A3. Montant de l'aide	p.6
A4. Paiements	p.7
A5. Contrôles et sanctions	p.7
A6. Complément d'aide directe pour les jeunes agriculteurs	p.8
<b>B. Allègement des charges financières</b>	p.8
B1. Sélection des bénéficiaires : conditions générales d'accès à la mesure	p.8
B2. Nature des interventions	p.9
B3. Répartition de l'enveloppe	p.10
B4. Procédure d'attribution des aides	p.10
B5. Contrôles	p.11
<b>C. Appui financier direct au cas par cas</b>	p.12
<b>D. Mesures sociales</b>	p.12
D1. Preretraite	p.12
D2. Aide à la réinsertion professionnelle	p.13
D3. Restructuration des exploitations	p.14
ANNEXE 1 - Définitions des critères d'éligibilité et articulation des mesures	
ANNEXE 2 - Constitution du dossier de demande de soutien public	

Dans le contexte de crise européenne prolongée que traverse la filière bovine, des difficultés réelles subsistent pour les exploitations françaises d'élevage, malgré des signaux positifs engendrés par l'impact des mesures de gestion de marché et par la reprise de la consommation. L'ampleur de la crise avait motivé un premier plan de soutien. La persistance de cette crise a conduit le gouvernement à venir en aide aux éleveurs qui sont encore aujourd'hui les plus affectés. Le 13 décembre 2001, j'ai reçu la profession agricole pour annoncer les grands axes d'un plan de soutien complémentaire à l'élevage bovin, qui a été présenté de manière détaillée lors d'une nouvelle table ronde, le 7 janvier 2002.

Le contenu de ce nouveau train de mesures et leur calibrage budgétaire reposent, en premier lieu, sur l'analyse de la situation de l'élevage, que j'ai demandée à chaque directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en novembre dernier. Les appréciations résultant de cet exercice ont été corroborées et affinées par l'analyse des incidences de la crise sur les résultats des différents types d'élevage, effectuée par l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture (OFIVAL), à partir du fonctionnement des modèles économiques existants. Les travaux de la Commission des comptes de l'agriculture de la nation ont abouti à des estimations prévisionnelles d'évolution des revenus en 2001 complétant ces simulations.

Il ressort de ces analyses que la crise, si elle s'est atténuée, reste diffuse sur l'ensemble du territoire national. En effet, sans qu'il soit possible de cibler plus particulièrement une région ou un type d'exploitation, le constat est fait que la situation des exploitations d'élevage reste globalement tendue. Cependant, une grande variabilité des situations existe.

L'analyse des modèles technico-économiques, effectuée par l'OFIVAL, met toutefois en évidence que les disparités de revenus proviennent, au-delà des variables propres à chaque exploitation, d'une constante qui recouvre l'accès plus ou moins important aux primes animales selon les systèmes de production.

Par ailleurs, qu'il s'agisse d'exploitations allaitantes spécialisées ou d'exploitations diversifiées disposant d'un atelier de bovins pour la production de viande, on constate généralement la grande fragilité d'exploitations détenues par :

- de jeunes agriculteurs, en phase de capitalisation ;
- des éleveurs ayant récemment investi, souvent fortement endettés ;
- des éleveurs qui n'ont pas pu bénéficier au mieux des compensations communautaires de la baisse des prix par le canal des primes animales (PMTVA, PSBM, PAB).

En outre, la durée de la crise et le manque de visibilité sur l'avenir à moyen et long termes de ce type de production génèrent une perte de confiance dans le métier de l'éleveur. Cela conduit à des démotivations qui risquent de favoriser les départs à la retraite dans un secteur de l'économie agricole déjà confronté à une classe d'âge vieillissante et à des difficultés de renouvellement des exploitations.

A la lumière de ces constats et des orientations dégagées lors de la table ronde du 13 décembre 2001, le nouveau train de mesures destiné à permettre à ce secteur de l'économie agricole de passer le cap de cette crise et de lui redonner confiance pour entreprendre la reconquête des marchés, s'articule autour de trois volets.

1) Un volet économique, conjoncturel, destiné à conforter les exploitations d'élevage bovin les plus fragilisées par la durée et l'ampleur de la crise, sous deux formes :

- celle d'une intervention rapide, par l'octroi d'une aide forfaitaire (A), modulée en fonction du taux de spécialisation en viande bovine de l'exploitation, destinée à alléger les besoins en trésorerie à très court terme ;
- celle d'une intervention plus ciblée, répondant à certaines situations d'endettement, après une analyse économique et/ou financière plus approfondie de l'exploitation, qui donnerait lieu à des allègements de charges dans le cadre d'enveloppes spécifiques du fonds d'allègement des charges au titre de 2002 (B) et/ou à l'octroi d'un appui financier direct complémentaire (C). Ces soutiens viseront à conforter la mise en place d'un plan de redressement, comprenant éventuellement des mesures AGRIDIFF, permettant à l'exploitation de retrouver les conditions d'une viabilité à moyen et long termes. Si un tel plan ne peut être mis en œuvre en raison, par exemple, d'une situation économique et financière trop détériorée, il conviendra d'examiner la possibilité d'orienter cette exploitation vers le volet social de ce plan.

Le cumul de ces deux formes d'aides conjoncturelles est envisageable sur une même exploitation qui répondrait à l'ensemble des critères d'éligibilité.

En outre, afin d'aider d'avantage les jeunes éleveurs récemment installés, confrontés à des difficultés susceptibles de remettre en cause leur schéma d'installation, pour surmonter cette fragilité économique, le plan prévoit une revalorisation de 15 % des aides directes forfaitaires (A) et un accès prioritaire aux mesures d'allègement de charges (B).

2) Un volet social (D) pour accompagner les éleveurs de bovins en difficulté qui souhaitent cesser leur activité agricole, en raison soit :

- d'un âge proche de celui de la retraite, à travers un renforcement du dispositif de préretraite ;
- d'un projet de reconversion professionnelle dans un autre secteur d'activité, à travers le dispositif existant d'aide à la réinsertion professionnelle.

Une attention particulière sera portée à la mise en œuvre de ces deux mesures qui devront permettre de favoriser l'installation d'un jeune agriculteur ou consolider de petites structures d'exploitation existantes.

3) Un volet structurel, destiné à renforcer le secteur de l'élevage allaitant français, qui joue un rôle essentiel aussi bien en terme de production que d'aménagement du territoire, notamment dans la zone du bassin allaitant.

Ce volet fait suite à la mission que j'ai confiée au COPERCI sur le sujet et donnera lieu à une concertation, dans les semaines à venir, pour définir les actions opérationnelles à retenir. C'est pourquoi, j'ai décidé d'instaurer trois groupes de travail, au niveau central, afin d'examiner les thématiques suivantes :

- qualité, segmentation du marché et communication ;
- organisation économique et adaptation des élevages ;
- maîtrise de la production.

La présente circulaire décrit les modalités de mise en œuvre des volets économique et social.

S'agissant du volet économique, la possibilité de mener des analyses au cas par cas de toutes les situations est exclue. Il est donc nécessaire, pour le versement rapide d'aides de trésorerie, de prévoir des critères de sélection simples, utilisant des données connues ou le plus facilement disponibles, permettant une gestion automatisée des dossiers dans un cadre établi au plan national.

Les critères d'éligibilité retenus ne ciblent ni une région, ni un système d'exploitation particulier; mais ils permettent de distinguer des situations différentes au regard des conséquences de la crise. Le ratio indicatif du poids des primes bovines communautaires dans une exploitation donnée, repose sur le fait que l'Agenda 2000 avait prévu une compensation partielle des baisses de prix par une augmentation des primes communautaires. En conséquence, les éleveurs qui ont proportionnellement le moins bénéficié des soutiens communautaires compensatoires sont ceux dont les situations apparaissent comparativement les plus difficiles.

Vous noterez que les critères d'éligibilité aux soutiens sont définis au plan national. Toutefois, l'instruction des deux premiers volets relève de l'échelon départemental et les soutiens découlant des mesures B, C et D seront attribués dans le cadre d'enveloppes départementales, après avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA). Ces enveloppes seront notifiées aux Préfets des départements. En revanche, les aides directes forfaitaires découlant de la mesure A, la plus immédiate, seront attribuées au plan national et ne donneront pas lieu à la définition d'enveloppes départementales.

Vous veillerez à ce que les éleveurs soient informés des conditions de demande de ces différents soutiens, en portant ces informations à la connaissance de la presse locale et régionale, afin que la plus large publicité en soit donnée, selon les modalités que vous jugerez appropriées.

Vous veillerez également à ce que les éleveurs soient orientés vers le ou les dispositifs de soutien les plus adaptés à leur situation.

Ce plan de soutien a été conçu avec le souci du ciblage des bénéficiaires, ainsi que d'une gestion administrative permettant la rapidité d'exécution des mesures dont l'impact se doit d'être le plus immédiat. J'insiste pour que sa mise en œuvre dans chaque département soit conforme à ces principes.

Afin de faciliter la gestion administrative du dispositif, l'accès des éleveurs à ces soutiens se fera au moyen d'un dossier, composé d'un formulaire unique de demande, intitulé « mesures d'aides publiques en faveur des éleveurs engagés dans la production de viande bovine », mis à disposition en DDAF. Ce formulaire doit demeurer identique pour tout le territoire national : s'il est loisible aux DDAF de le pré-remplir partiellement, sa structure ne saurait être modifiée au plan local. J'insiste particulièrement sur le fait que, pour l'accès aux aides directes, **ce dossier devra avoir été déposé par l'éleveur en DDAF avant le 1er février 2002, délai de rigueur.**

La suite du texte détaille les différentes procédures selon la nature de leur instruction.

## **A. Aide directe forfaitaire**

L'objectif est d'apporter très rapidement un appui direct aux exploitants agricoles particulièrement affectés par la crise bovine, pour leur permettre de démarrer la campagne 2002 dans de meilleures conditions économiques et financières. L'intervention prendra la forme d'une aide directe forfaitaire modulée de manière croissante en fonction du taux de spécialisation croissant de l'exploitation dans la production de bovins-viande (cf. annexe 1).

### **A1. Procédure d'examen des demandes**

Les dossiers donnent lieu à déclaration de l'éleveur, examen, instruction et agrément par les DDAF, avant versement des aides directes par l'OFIVAL sur le compte des agriculteurs.

Les éleveurs de bovins souhaitant bénéficier de ce dispositif de soutien exceptionnel constituent un dossier de demande (cf. annexe 2 : constitution du dossier de demande de soutien public) qui comprend les éléments essentiels à son instruction, complétés par des données déjà connues de l'administration.

L'éleveur adresse sa demande de soutien à la DDAF du département du siège social de son exploitation, qui l'enregistre. **La date limite de dépôt des dossiers par les éleveurs est fixée au 1er février 2002.** Les dossiers de demande non parvenus à cette date ou parvenus incomplets à la DDAF ne seront pas traités.

L'examen du dossier doit permettre de déterminer l'éligibilité du demandeur à cette mesure. **Après traitement, les demandes de paiement seront transmises par les DDAF à l'OFIVAL, avant le 10 mars 2002.**

### **A2. Bénéficiaires**

Ce dispositif d'aide directe est réservé aux exploitants agricoles à titre principal, aux groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC), aux exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL), aux autres personnes morales ayant pour objet l'exploitation d'un domaine agricole et dont plus de 50 % du capital est détenu par des exploitants agricoles à titre principal. Les exploitations à vocation pédagogique ou expérimentale, percevant habituellement des soutiens communautaires, ont également accès au dispositif.

La sélection des bénéficiaires s'effectue automatiquement selon deux principes cumulatifs, n'acceptant nulle dérogation :

- d'une part, les exploitations doivent avoir une part significative de leur activité dans le domaine de la viande bovine. La mesure est ciblée sur les exploitations d'élevage de bovins dont le taux de spécialisation en viande bovine est supérieur ou égal à 18 %. La possession d'au moins 10 bovins de plus de 6 mois révolus à la date du 31 décembre 2001 est exigée. En outre, pour les exploitants engagés dans d'autres spéculations agricoles que la production de bovins destinés au marché de la viande et qui ont tiré de leurs ventes, hors celles d'animaux bovins, un chiffre d'affaires supérieur à 40 000 €, il est exigé un taux minimum de spécialisation en viande bovine de 50%. La prise en compte des productions hors sol (volailles et œufs, porcs et veaux industriels) fait l'objet de dispositions particulières, décrites en annexe 1, qu'il vous appartient de suivre rigoureusement.

De même, le taux de spécialisation en production de viande bovine est calculé, de manière générale pour l'ensemble des mesures relevant de la présente circulaire, à partir du chiffre d'affaires de l'exploitation, conformément à l'annexe 1 point 1. Tant que faire se peut, le taux de spécialisation déclaré pour les aides directes aux exploitations affectées par la crise bovine (circulaire DPEI\SDEPA\C2001-4007 du 5 mars 2001) sera réutilisé. Les éleveurs qui estimeront qu'en 2001, leur taux de spécialisation est différent, devront fournir les données du dernier exercice comptable connu.

- d'autre part, les exploitations doivent être comparativement les plus sensibles aux fluctuations de prix de marché. A cet égard, seront retenues les exploitations pour lesquelles le ratio indicatif du « poids des primes communautaires » sera inférieur ou égal à 40%. Le ratio « poids des primes communautaires » est décrit à l'annexe 1, point 3. Seront nécessairement utilisés à cette fin, les montants des primes demandées au titre de l'année 2001 (et non celles perçues sur cette même année) et les chiffres des ventes de bovins de l'année civile 2001.

Dans le cas des GAEC, la règle de transparence s'applique dans la limite de trois parts. Cela signifie que le seuil de 40 000 € correspondant au chiffre d'affaires hors vente de bovins doit être multiplié par le nombre de parts économiques (parts PAC : cf circulaire DPEI\SPM\C2000-4045 du 3 novembre 2000), dans la limite de trois parts. Le taux de spécialisation en viande bovine et le ratio indicatif du poids des primes bovines communautaires, sont ceux de l'exploitation prise dans son ensemble.

### **A3. Montant de l'aide**

L'aide est versée sous la forme d'une subvention forfaitaire à l'exploitation. Son montant ne dépendra que du taux de spécialisation en viande bovine de l'exploitation et du niveau de l'aide de référence.

L'aide de référence aura un niveau fixe, de l'ordre de 2000 € qui sera déterminé à l'issue de la remontée de l'ensemble des dossiers auprès de l'OFIVAL. C'est pourquoi, le respect de la date limite de dépôt des dossiers est absolument impératif, de même que le délai de transmission à l'OFIVAL des dossiers traités. Le montant définitif de l'aide de référence sera fixé par le ministère, en fonction du nombre de dossiers éligibles au niveau national par rapport à l'enveloppe globale disponible pour le financement des aides directes forfaitaires.

L'aide individuelle de l'exploitant sera égale à l'aide de référence multipliée par le taux de spécialisation en bovins viande de son exploitation.

Dans le cas des GAEC, la règle de transparence s'applique ; le montant de l'aide est multiplié par le nombre de parts économiques, dans la limite de trois.

## **A4. Paiements**

L'OFIVAL est chargé du paiement de la participation financière de l'Etat, pour le compte de ce dernier.

A l'issue de la procédure visée au point A1, les DDAF transmettront à l'OFIVAL (division «Productions du bétail »: 80, avenue des Terroirs de France 75 607 PARIS CEDEX 12), avant le 10 mars 2002 et par courrier rapide (chronopost ou équivalent) :

- la liste des aides à verser par l'OFIVAL pour les dossiers concernés dans votre département. Cette transmission s'effectuera sur un support informatique simple, que le directeur de l'OFIVAL vous communiquera en temps utile ;
- une édition papier de l'état ainsi constitué et visé par le DDAF ;
- un relevé d'identité bancaire de chaque producteur éligible s'il diffère de celui connu à l'OFIVAL et qu'il a dûment été joint par l'éleveur à son dossier ;
- une attestation du DDAF indiquant que toutes les pièces nécessaires au dossier ont bien été examinées et conservées en DDAF.

Le paiement sera effectué par l'OFIVAL, par virement sur le compte des éleveurs. Celui-ci sera effectué en deux temps : d'une part, une avance dès réception et validation des dossiers, puis un solde dès que l'ensemble des dossiers aura été traité et que le montant de l'aide de référence aura été déterminé.

Le montant de l'avance sera égal à 1000 € multiplié par le taux de spécialisation en viande bovine. Le solde correspondant à la différence entre l'aide totale et l'avance sera versé par l'OFIVAL, après détermination par le ministère de l'agriculture et de la pêche du montant de l'aide de référence à retenir.

A cette fin, l'OFIVAL établira, pour le compte du ministère, dès la fin du mois de mars 2002, un relevé de l'ensemble des demandes instruites, accompagné des autres données utiles au calcul de l'aide de référence.

L'OFIVAL adressera, par ailleurs, à chaque DDAF, à la fin de chaque phase de paiement, le nombre de dossiers payés et le montant total correspondant à leur département.

## **A5. Contrôles et sanctions**

Les dossiers instruits par vos services seront conservés 3 ans au siège de la DDAF et seront communiqués à l'OFIVAL sur simple demande de sa part.

Outre les contrôles a priori effectués au moment de l'instruction des demandes, des contrôles a posteriori des dossiers individuels peuvent être effectués à tout moment. Un échantillon d'au moins 5 % des dossiers éligibles fera l'objet d'un contrôle par la DDAF dans chaque département. Les contrôles porteront, notamment, sur les différents critères d'éligibilité des bénéficiaires et leur taux de spécialisation en viande bovine. A cette fin, l'exploitant s'engage à communiquer tout document justificatif qui lui serait demandé. En outre, l'administration s'attachera à utiliser l'ensemble des sources d'information dont elle dispose pour la gestion des primes et des droits à produire, ainsi que les informations relatives à l'identification des animaux.

L'attribution de ces aides directes peut, en outre, faire l'objet de contrôles effectués, selon les modalités qui leur sont propres, par les corps de contrôle de l'Etat chargés de vérifier l'affectation des aides publiques.



Les aides versées dans des conditions non conformes, feront l'objet de mise en recouvrement par l'OFIVAL des montants concernés, sur instruction du ministère de l'agriculture et de la pêche. En outre, en cas de fraude ou de fausse déclaration avérée, l'exploitation agricole sera inscrite en contrôle orienté au titre du système intégré de gestion et de contrôle des aides de la PAC (SIGC).

#### **A6. Complément d'aide directe pour les jeunes agriculteurs**

Cette mesure s'adresse aux jeunes agriculteurs installés depuis moins de 5 ans à la date du 31 décembre 2001, qui n'ont pas atteint 40 ans à cette date et qui répondent aux critères d'éligibilité.

L'aide directe sera majorée automatiquement de 15% pour cette catégorie d'éleveurs.

Il appartiendra à la DDAF de s'adresser à la M.S.A pour déterminer la liste des éleveurs inscrits pour la première fois, auprès de cet organisme, en qualité d'agriculteur à titre principal à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Dans le cas des GAEC, la majoration concerne le nombre de parts détenues par de jeunes agriculteurs. Dans le cas d'autres formes sociétaires, la majoration est effectuée sur l'aide de l'exploitation.

### **B. Allègement des charges**

Afin d'atténuer les conséquences des crises sectorielles subies par les exploitants agricoles, les pouvoirs publics ont institué un fonds d'allègement des charges (FAC) alimenté sur ressources budgétaires, permettant la prise en charge d'intérêts des échéances des prêts professionnels à long et moyen termes. Cet instrument est en cours de notification à la Commission européenne au titre des aides d'Etat.

Une dotation du FAC est réservée en 2002 aux exploitations spécialisées du secteur de la viande bovine.

En outre, conformément aux instructions de la circulaire DAF\SDFA\C2001-1522 du 31 décembre 2001, une dotation a déjà été mise en place en faveur des producteurs de viande bovine au titre du FAC Crédit Agricole et du FAC budgétaire 2001 au titre des autres banques.

Le FAC interviendra indépendamment de l'octroi de l'aide forfaitaire.

**La dotation du FAC allouée à ce dispositif devra être utilisée avant le 30 juin 2002, l'instruction des demandes et la détermination des montants individuels de l'aide devant être réalisées avant le 1<sup>er</sup> juin 2002.** Toute demande d'autorisation de financement (AV), présentée au CNASEA au delà du 30 juin 2002 sera refusée. En outre, vous veillerez à envoyer vos AV à la délégation régionale du CNASEA au fur et à mesure de leur délivrance, afin d'éviter une concentration des enregistrements au CNASEA sur une période très courte.

## **B1. Sélection des bénéficiaires : conditions générales d'accès à la mesure**

### ***B1.1. Statut juridique des bénéficiaires***

Les aides accordées interviendront au bénéfice des exploitants agricoles à titre principal ou secondaire, personnes physiques, ou personnes morales dont plus de 50% du capital est détenu par des exploitants agricoles.

### ***B1.2. Secteur de production et situation financière des bénéficiaires***

L'aide du FAC est réservée aux exploitations du secteur de la production de viande bovine confrontées à d'importantes difficultés financières.

Les exploitations éligibles devront vérifier simultanément les critères ci-après :

- ratio de spécialisation en production de viande bovine supérieur ou égal à 50 % (se rapporter à l'annexe 1, point 1 pour établir ce ratio) ;
- poids du service de la dette dans le chiffre d'affaires supérieur ou égal à 20 % (cf. annexe 1, point 2).

Le FAC sera, de plus, ciblé sur les exploitations en situation d'endettement les plus prononcées, devant faire face à des charges financières devenues difficilement soutenables du fait de la crise sectorielle et de son incidence sur leur chiffre d'affaires, mais dont la pérennité était assurée avant la crise et qui demeurent économiquement viables.

A l'issue d'une analyse financière de l'exploitation menée par l'établissement de crédit, il devra être mis en évidence une baisse du chiffre d'affaires de l'exploitation due à la baisse des prix des différentes catégories de bovins. Le FAC sera destiné aux exploitations pour lesquelles cette chute de chiffre d'affaires se traduit par une baisse prononcée du résultat d'exploitation engendrant des difficultés à rembourser les échéances des prêts professionnels à long et moyen termes. Pour les exploitations pratiquant l'engraissement à partir d'animaux achetés à l'extérieur, il devra être tenu compte du fait que la baisse des prix des animaux achetés est susceptible d'atténuer l'impact de la baisse du chiffre d'affaires sur le résultat.

**L'intervention du FAC devra bénéficier en priorité aux jeunes agriculteurs installés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et aux récents investisseurs dans le secteur bovin.**

## **B2. Nature des interventions**

Le FAC interviendra exclusivement sous la forme de prises en charge d'intérêts sur les échéances des prêts professionnels à long et moyen termes, d'une durée supérieure à 24 mois, bonifiés et non bonifiés, contractés au plus tard le 31 décembre 2001.

La prise en charge d'intérêts s'applique sur les intérêts de l'année 2002. Elle sera plafonnée à 10 % de l'échéance annuelle (intérêts et capital) des prêts professionnels à long et moyen termes .

Le montant de la prise en charge d'intérêts à attribuer à chaque exploitant se limitera aux stricts besoins du bénéficiaire et pourra être modulé en tenant compte des autres aides susceptibles de lui avoir été ou de lui être accordées au titre de la conjoncture bovine, de telle sorte que les différentes actions soient menées de façon

cohérente, adaptées à la nature et à l'intensité des difficultés des producteurs, et en excluant toute surcompensation des pertes de résultat par les aides servies.

### **B3. Répartition de l'enveloppe**

L'enveloppe nationale allouée au dispositif est répartie entre les départements en fonction du poids du secteur bovin-viande, du nombre d'installations dans ce secteur d'activités et de la réalisation de prêts bonifiés agricoles sur la période 1998-2000, selon la pondération explicitée dans le tableau suivant :

- Nombre d'exploitations relevant de l'orientation « bovin viande » (1/2) - Effectif de vaches allaitantes (1/4) - Montant de la production de bovins au prix de base(*), subventions aux produits incluses (1/4)	60 %
Nombre d'installations dans le secteur bovin-viande (97-99)	20 %
Réalisation de prêts bonifiés agricoles (98-00)	20 %

*(\*) Nota : la production de bovins au prix de base est égale aux livraisons (vente de bovins quelle qu'en soit la destination) + la variations de stocks de bovins dans les exploitations + formation brute de capital fixe (animaux comptés en immobilisation de capital dans les exploitations). Les livraisons correspondent aux abattages corrigés du commerce d'animaux vivants.*

Le montant maximum alloué à votre département vous sera prochainement notifié. Les prises en charge d'intérêts devront être décidées sous cette limite et conformément aux critères définis au point B1 ci-dessus, quel que soit l'établissement de crédit habilité à distribuer les prêts bonifiés qui finance le demandeur. J'appelle tout particulièrement votre attention sur la stricte égalité de traitement qu'il vous appartient d'assurer entre les clients de ces différentes banques. A cette fin, il sera tenu compte des difficultés financières des exploitants, sans que soit établie une répartition par réseau bancaire de l'enveloppe qui vous est impartie.

### **B4. Procédure d'attribution des aides**

La procédure d'attribution des prises en charge d'intérêts effectuées à partir des dotations départementales comprend les phases suivantes.

#### ***B4.1. Phase de concertation locale***

Celle-ci doit être réalisée dans le cadre de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA), où vous veillerez à ce que l'ensemble des établissements de crédit soit représenté. Cette concertation porte, notamment, sur la définition de critères locaux permettant de hiérarchiser les demandes individuelles et de moduler l'aide à allouer, dans le respect des limites et conditions générales définies aux points B1, B2 et B3.

Ces critères locaux d'éligibilité seront ainsi définis en fonction de l'enveloppe mise à disposition du département, en excluant les mesures d'application systématique qui conduiraient à un saupoudrage des aides.

Des simulations réalisées avec le concours des banques permettront, le cas échéant, de définir les critères les mieux adaptés au traitement des difficultés constatées dans le département.

#### ***B4.2. Constitution des dossiers de demande de prises en charge d'intérêts***

L'exploitant sollicitant une aide au titre du FAC doit préalablement adresser à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt le formulaire unique visé au point A.1 et présenté en annexe 2. Parallèlement, ce dernier fera part à sa banque de sa demande à bénéficier du FAC.

Sur la base des renseignements fournis dans le formulaire, la DDAF vérifiera le taux de spécialisation du demandeur et communiquera à la banque les éléments de chiffre d'affaires nécessaires au calcul, par la banque, du ratio de charges financières (poids du service de la dette). En effet, à partir du chiffre d'affaires ainsi communiqué par la DDAF et de ses propres informations concernant l'endettement professionnel du demandeur (éventuellement complétées par celles afférentes à l'endettement professionnel auprès d'autres banques dans le cas de demandeurs « multibancaires »), l'établissement de crédit établira le ratio de charges financières du demandeur.

Les établissements de crédit procèderont à la vérification de la recevabilité de chacune des demandes qui leur parvient (au vu des conditions générales fixées aux points B1 et B2 et des critères locaux visés au point B 4.1) et ils effectueront les analyses nécessaires, notamment pour chiffrer les pertes subies et apprécier le degré de solvabilité de l'exploitation, ainsi que sa capacité à poursuivre son activité.

Un état nominatif des demandes assorti, pour chacune d'elles, des valeurs des critères généraux et locaux de recevabilité, de l'assiette et du montant de l'aide proposée, est transmis par les établissements de crédit au DDAF pour instruction.

Une synthèse des demandes individuelles est soumise pour avis à la CDOA, sous une forme laissée à l'appréciation du DDAF.

Les pièces justificatives sont conservées par les établissements de crédit, en vue de contrôles effectués par les instances compétentes, pendant les 3 années suivant l'année de la prise en charge d'intérêts. Ces dossiers comportent les pièces utilisées pour vérifier la recevabilité de la demande, l'autorisation de versement (AV) accordée par le Préfet, le(s) tableau(x) d'amortissement du (des) prêts objet de la prise en charge d'intérêts, la preuve de cette prise en charge effectuée par la banque sur le compte de l'emprunteur.

#### ***B4.3. Décision du préfet***

La décision d'attribution de l'aide est prise par le Préfet selon une procédure simplifiée par rapport à celle des prêts bonifiés décrite dans le cahier des charges annuel : l'AV est délivrée par la DDAF qui l'envoie à la délégation régionale du CNASEA pour enregistrement, en vue du paiement ultérieur à l'établissement de crédit. La DDAF adresse également une copie de l'AV à la banque et informe l'agriculteur du montant de l'aide qui lui a été attribuée.

**Je vous demande de me rendre compte avant le 1<sup>er</sup> juin 2002, sous le présent timbre, des décisions que vous aurez prises quant à l'utilisation de votre dotation.**

## **B5. Contrôles**

Outre les contrôles a priori effectués au moment de l'instruction des demandes, des contrôles a posteriori des dossiers individuels seront effectués par les administrations départementales ou nationale compétentes et par le CNASEA. Ils porteront sur l'éligibilité des bénéficiaires et sur le montant des prises en charge d'intérêts. Les aides versées dans des conditions non conformes feront l'objet de la mise en recouvrement des montants concernés.

L'attribution des aides du FAC peut en outre faire l'objet de contrôles effectués, selon les modalités qui leur sont propres, par les corps de contrôle de l'Etat chargés de vérifier l'affectation des aides publiques.

## **C. Appui financier direct au cas par cas**

Ce dispositif vise à apporter une aide au cas par cas pour les éleveurs spécialisés en viande bovine, qui sont endettés et fortement fragilisés par la crise (notamment les jeunes agriculteurs).

Seront éligibles les éleveurs possédant au moins 10 gros bovins de plus de 6 mois au 31 décembre 2001, spécialisés à 50% au moins en viande bovine et pour lesquels le poids de la dette représente 20% au moins du chiffre d'affaires (cf annexe 1 pour la définition de ces ratios).

Pour les exploitations répondant à ces critères et qui le demandent, il sera proposé de s'engager dans une procédure d'analyse financière externe (réalisée par l'organisme bancaire à travers la procédure d'instruction en DDAF), débouchant sur la procédure décrite dans la partie B de cette circulaire, pour bénéficier du fonds d'allègement des charges.

Après avis de la CDOA, une aide directe pourra être allouée aux éleveurs éligibles qui se seront engagés dans une analyse économique et financière externe de leur exploitation plus approfondie. Dans ce cadre et sous réserve des résultats de cette analyse, l'intervention du FAC pourra se substituer ou compléter l'attribution d'une aide directe en capital.

Le cumul de plusieurs mesures de soutien économique est envisageable sur une même exploitation, pour autant que celle-ci réponde aux critères s'attachant à l'attribution de chacune de ces mesures. Bien entendu, l'octroi d'une aide directe complémentaire, au titre de cette procédure au cas par cas, tiendra compte des soutiens exceptionnels antérieurement perçus.

Afin de cibler au mieux ce dispositif d'aide directe au cas par cas, je vous demande d'une part de recenser les exploitations répondant aux critères d'éligibilité cités ci-dessus, d'autre part de porter une appréciation sur la couverture des besoins des exploitations au moyen des autres mesures de ce plan.

Le recensement se fera via la saisie et la transmission à l'OFIVAL des données fournies dans le formulaire permettant de caractériser ces exploitants.

**L'appréciation se fera sous la forme d'une note qui sera transmise à la DPEI avant la fin du mois de mars 2002.** Des instructions complémentaires vous seront alors transmises.

## **D. Mesures sociales**

Afin de permettre aux agriculteurs qui rencontrent des difficultés liées aux conséquences de la crise bovine de cesser leur activité dignement, deux dispositifs sont mobilisés : d'une part, les exploitants âgés de 55 à 60 ans pourront solliciter la préretraite, d'autre part, l'accès à l'aide à la réinsertion professionnelle sera assoupli pour ces éleveurs.

### **D1. La préretraite**

Aux mille dossiers de préretraite accordés annuellement, deux mille dossiers supplémentaires peuvent être acceptés en 2002 et 2003 dans le cadre du plan bovin.

Conformément aux termes du décret n° 98-311 du 23 avril 1998 modifié, les éleveurs âgés de 55 à 60 ans pourront cesser leur activité agricole par anticipation et solliciter la préretraite agricole. Le bénéficiaire devra justifier d'au moins 55 ans à la date de sa cessation totale d'activité.

L'éligibilité du demandeur sera appréciée à partir des difficultés de l'exploitation et de son taux de spécialisation en production de viande bovine qui doit être au moins égal à 18 % (cf annexe 1).

Il vous appartiendra de faire application des termes de la circulaire DEPSE/SDEA/C 2000 n° 7043 du 18 septembre 2000, ainsi que de respecter le quota spécifique qui vous sera alloué au titre de ce plan et qui vous sera prochainement notifié.

Le montant de l'allocation est de 5.500 € par an, auquel s'ajoutent la protection sociale et la validation de la période au titre de la retraite sans partie contributive.

### **D2. L'aide à la réinsertion professionnelle**

L'aide à la réinsertion professionnelle s'adresse aux exploitants contraints de cesser leur activité agricole suite à des difficultés financières importantes et dont l'exploitation est reconnue non redressable par la section « agriculteurs en difficulté » de la CDOA (décret n°88-529 du 4 mai 1988 et circulaire d'application DEPSE/SDSA/C88 n°7027 du 10 octobre 1988).

#### ***D2.1. Bénéficiaires***

Il s'agit ici d'aider les éleveurs de bovins, contraints de cesser leur activité par suite de difficultés financières et qui n'ont pas atteint l'âge de la préretraite.

#### ***D2.2. Critères d'éligibilité***

- être âgés de moins de 55 ans.
- justifier de 5 ans d'activité agricole en qualité de chef d'exploitation, de conjoint collaborateur ou participant aux travaux, ou d'aide familial.
- cesser toute activité agricole en qualité de chef d'exploitation, de conjoint collaborateur ou d'aide familial.

### ***D2.3. Montant de l'aide***

L'aide se compose de deux parties :

- une aide au départ de 3.100 € à laquelle s'ajoutent 1.550 € en cas de déménagement ;
- une aide à la formation : prise en charge des frais de formation et d'une rémunération pendant 12 mois de stage effectif.

Il ne peut pas être accordé plus de deux aides par exploitation qui cesse son activité.

### ***D2.4. Procédure spécifique***

Dans la mesure où l'un des conjoints peut poursuivre l'activité agricole sur l'exploitation familiale, l'aide à la formation peut être accordée à l'autre pour faciliter sa recherche d'emploi et son reclassement professionnel, dès lors qu'il remplit toutes les autres conditions prévues par le décret 88-529 du 4 mai 1988 (rappelées au point 2-2 ci-dessus).

## **D3. La restructuration des exploitations**

Les bénéficiaires de la préretraite ou de l'aide à la réinsertion professionnelle devront libérer tout ou partie de leurs terres et leurs bâtiments d'exploitation au profit de jeunes agriculteurs qui souhaitent s'installer avec un projet viable et bénéficiaires des aides publiques ou d'agriculteurs déjà installés dont la viabilité économique requière que l'on conforte leur structure d'exploitation. Cette exigence sera prise en considération en matière de contrôle des structures et dans le respect du schéma départemental des structures.

L'intervention du répertoire départemental à l'installation et de la SAFER devra être sollicitée autant que de besoin.

Enfin, l'instruction des transferts de droits à primes et à produire tiendra compte des priorités définies.

Jean GLAVANY

## Définition des critères l'éligibilité et articulation des mesures

### 1. Taux de spécialisation en production de viande bovine

Autant que faire se peut, le taux de spécialisation en production de viande bovine sera repris sur les déclarations ayant servi à l'instruction des aides prévues au plan de mars 2001. Cette modalité sera appliquée si l'exploitant estime que les données qu'il a déclarées en 2001 restent valables pour qualifier la situation de son exploitation sur 2001.

Si tel n'est pas le cas, l'exploitant devra procéder à une nouvelle déclaration des chiffres d'affaires bovins et totaux de son exploitation et le taux de spécialisation en production de viande bovine sera calculé comme suit :

- au numérateur, le chiffre d'affaires provenant des livraisons de viande bovine hors veaux industriels (en batterie) : le chiffre d'affaires hors taxes résultant des livraisons d'animaux bovins de l'exploitation (hors veaux industriels) augmenté des primes attribuées à l'exploitation au titre de l'organisation commune de marché (OCM) de la viande bovine (PMTVA complète, y compris la part nationale ; PSBM ; PAB complète, y compris les compléments issus de l'enveloppe de flexibilité ; complément extensif) ;
- au dénominateur, le chiffre d'affaires total de l'exploitation : le chiffre d'affaires total hors taxes de l'exploitation, intégrant l'ensemble des aides directes couvertes par toutes les organisations communes de marchés (OCM), ce qui exclut notamment les mesures agri-environnementales, la prime au maintien des systèmes d'élevage extensifs et les indemnités compensatoires de handicaps naturels.

Dans l'appréciation du chiffre d'affaires total de l'exploitation, les productions hors sol (volailles et œufs, porcs, veaux industriels en batterie) feront l'objet d'une prise en compte particulière selon la formule :

$$C.A \text{ corrigé des productions hors sol} = (A + 5 B) \times 0,3$$

où A = chiffre d'affaires des activités hors sol non intégrées

B = rémunération de la prestation d'intégration

Il peut s'agir, soit de chiffres d'affaires se rapportant à la dernière année connue (2000 ou 2001), soit de chiffres d'affaires moyens relatifs aux trois dernières années connues (1998-2000 ou 1999-2001), appréciés par référence aux chiffres d'affaires déclarés par l'exploitant au titre de la taxe sur la valeur ajoutée.

Pour les exploitants ayant récemment débuté une activité de production de viande bovine et ne disposant pas des données antérieures justifiant leurs chiffres d'affaires, le taux de spécialisation s'appréciera sur la base des documents prévisionnels officiels (études prévisionnelles d'installation,...) ou, à défaut, sur la base de références locales.

Pour les exploitations sous forme sociétaire et les GAEC, le taux de spécialisation est celui de l'exploitation prise dans son ensemble.



## 2. Poids du service de la dette

Ce sont les annuités d'emprunts professionnels à long et moyen termes (intérêts et principal), augmentées des intérêts d'emprunts bancaires professionnels à court terme, rapportées au chiffre d'affaires total de l'exploitation, corrigé, le cas échéant, selon la méthode décrite au paragraphe 1 pour les productions hors sol.

Les annuités et le chiffre d'affaires pris en compte doivent se rapporter à la même période. Il peut s'agir, comme précédemment, du dernier exercice clos, de la moyenne des trois derniers exercices clos, des données d'une étude prévisionnelle ou, s'agissant du chiffre d'affaires, de l'application du barème des calamités agricoles aux structures de l'exploitation.

## 3. Ratio de poids des primes communautaires pour l'atelier viande bovine

Ce sont les montants de primes communautaires aux bovins relevant de l'OCM viande bovine au titre de l'année 2001 (part communautaire de la PMTVA, PSBM, PAB, y compris les compléments issus de l'enveloppe de flexibilité) rapportées au produit de la vente hors taxe des bovins au titre de cette même année, hors veaux industriels (en batterie).

Seront utilisés pour le calcul le nombre de primes que l'éleveur aura déposé au titre de 2001, valorisées à leur niveau communautaire de base pour 2001, c'est à dire avant application de stabilisateurs éventuels :

Prime	Montant en €
PMTVA	182
PMTVA complément veau sous la mère	302
PSBM taurillon	185
PSBM bœuf	136
PSBM spécifique 2001 pour les bœufs castrés tardivement	98
PAB génisse de race à viande	106
PAB autres femelles	65
PAB gros bovins	53
PAB veaux	33

Il s'agit donc de valeurs a priori, qui ne correspondent pas exactement à celles des primes que recevront en réalité les éleveurs.

Les données relatives au nombre de PSBM, PMTVA et PAB seront extraites de PACAGE.

Pour ce qui concerne les ventes, la valeur à prendre en compte est celle, convertie en euros, du total des ventes de bovins au cours de l'année civile 2001, telle qu'elle résulte de la déclaration des éleveurs.

#### 4. Articulation des différentes mesures

	A. Aide directe forfaitaire	B. Allègement des charges financières	C. Appui direct au cas par cas
<b>Eligibilité</b>			
taux de spécialisation en production viande bovine	♦ = 18% ♦ ou = 50% si chiffre d'affaires hors vente de bovins est > 40000 €	= 50%	= 50%
Possession de gros bovins	Posséder au moins 10 bovins de plus de 6 mois au 31 décembre 2001		
poids du service de la dette		= 20%	= 20%
Ratio du poids des primes communautaires	= 40%		
<b>Montant de l'aide</b>			
	Aide de référence x taux de spécialisation en production viande bovine	prise en charge d'intérêts (maximum de 10% de l'échéance annuelle)	instructions ultérieures

<b>ANNEXE 2</b> <b>AIDES PUBLIQUES EN FAVEUR DES ELEVEURS SPECIALISES</b> <b>DANS LA PRODUCTION DE VIANDE BOVINE</b>
--

document à remplir par le demandeur et à retourner à la Direction départementale de l'agriculture  
et de la forêt (DDAF) du siège social de l'exploitation

<b>IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (remplir le cadre ci-dessous ou coller une étiquette d'identification)</b>											
N° PACAGE	<table border="1" style="width: 100%; height: 20px;"><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>										
DEMANDEUR INDIVIDUEL: Nom :											
	Prénom :										
	Adresse :										
DEMANDEUR EN SOCIETE Dénomination sociale :											
	Adresse :										
Forme juridique : GAEC 7    AUTRES 7    Précisez :											

<b>CAS PARTICULIER DES JEUNES AGRICULTEURS</b>
--

Les jeunes agriculteurs installés après le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et qui n'ont pas atteint l'âge de 40 ans au 31 décembre 2001 peuvent bénéficier d'une majoration d'aide.

Si vous pensez pouvoir bénéficier de cette majoration, ou en faire bénéficier votre société, préciser ci-dessous :

Votre (vos) date(s) de naissance	<table border="1" style="width: 100%; height: 20px;"><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>											Votre (vos) date(s) d'installation	<table border="1" style="width: 100%; height: 20px;"><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>										
	<table border="1" style="width: 100%; height: 20px;"><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>												<table border="1" style="width: 100%; height: 20px;"><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>										

<b>ELEMENTS NECESSAIRES A L'INSTRUCTION DE LA DEMANDE</b>
---

**1) Spécialisation en production de viande bovine:**

En mars 2001, vous avez sollicité une aide au titre du plan bovin

OUI ☐                      NON ☐

Si oui, vous avez déclaré le chiffre d'affaires bovin et le chiffre d'affaires total de votre exploitation. Le rapport entre ces deux montants a permis de calculer un taux de spécialisation qui est connu de la DDAF.

Estimez vous qu'en 2001, le taux de spécialisation de votre exploitation reste identique:

OUI ☐                      NON ☐

Si oui, les chiffres déjà connus de la DDAF serviront à instruire le présent dossier.  
Si non, renseigner le tableau ci-après.

CHIFFRE D’AFFAIRES	Chiffres relatifs à la dernière année connue ou moyenne des trois dernières années connues
Chiffre d’affaires hors taxes résultant des livraisons de bovins ou de viande bovine augmenté des primes attribuées au titre de l’organisation commune de marché (OCM) de la viande bovine (en francs) <sup>1</sup>	
Chiffre d’affaires total hors taxes de l’exploitation intégrant l’ensemble des aides directes couvertes par toutes les organisations communes de marché (OCM) (en francs)	

## 2) Ventes de bovins au cours de l’année 2001

Ventes de bovins au cours de l’année civile 2001	Nombre de têtes	Valeur totale en francs
ventes de veaux de « 8 jours »		
ventes de bovins d'élevage (broutards, animaux de renouvellement)		
vente de vaches de réforme		
ventes de veaux pour la boucherie, hors veaux industriels (en batterie)		
ventes d'autres animaux de boucherie (bœufs, taurillons, génisses, taureaux, ...)		
Total des ventes de bovins en 2001, hors veaux industriels (en batterie)		

## 3) Productions hors sol

Si votre exploitation comprend un ou des ateliers de productions hors sol, **renseigner le tableau ci-dessous** :

	Pour la dernière année connue ou la moyenne des trois dernières années	
	Chiffre d’affaires en francs	Rémunération de la prestation si production intégrée (en francs)
Production de porcs		
Production de volailles et œufs		
Production de veaux industriels (en batterie)		
Total	Francs = A	Francs = B

<sup>1</sup> Cela comprend exclusivement les primes suivantes : PMTVA complète, y compris la part nationale ; PSBM ; PAB complète, y compris les compléments issus de l’enveloppe de flexibilité ; complément extensif

#### 4) Prime à l'abattage

Si vous avez fait abattre des animaux pour lesquels vous n'avez pas encore déposé à la DDAF de demande de prime à l'abattage et si vous souhaitez faire une demande de prime à l'abattage pour tout ou partie de ces animaux, **joignez impérativement votre demande** au présent dossier.

DEMANDE D'AIDE ET ENGAGEMENTS
-------------------------------

Je soussigné demande (*Cocher la (ou les) case(s) correspondant(s) à votre demande*) :

- í à bénéficier de la mesure d'aide directe forfaitaire aux exploitations les plus affectées par la crise de la filière bovine ;
- í à bénéficier de la prise en charge d'intérêts au titre du fonds d'allégement des charges des agriculteurs (FAC) financé sur ressources budgétaires ;
- í à bénéficier de la mesure d'aide financière directe au cas par cas.

Je certifie avoir pris connaissance du fait que le versement de l'aide directe sera opéré sur le compte ayant servi à percevoir l'aide du plan bovin 2001, si je ne joins pas au présent dossier, le R.I.B d'un autre compte.

Je certifie avoir détenu sur mon exploitation, au 31 décembre 2001, au moins dix bovins de plus de six mois.

J'atteste sur l'honneur que les renseignements fournis à l'appui de la présente demande sont sincères et véritables.

J'autorise la DDAF à utiliser les données dont elle dispose pour instruire et contrôler ce dossier et je m'engage à lui fournir tous les éléments justificatifs qu'elle solliciterait.

Je certifie avoir pris connaissance que toute fausse déclaration de ma part sera passible des dispositions pénales prévues à l'article 22 de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968.

Fait à ....., le.....

Signature (s)

(Le cas échéant, signature de tous les membres du GAEC)